

Génération intellectuelle au Maghreb : existe-t-il une génération intellectuelle de l'indépendance avant le triomphe du développementalisme national après les indépendances (années 1960-1970) ?

René GALLISSOT*

De nos jours, la plupart des jeunes grandissent dans une sorte de présent permanent, sans aucun lien organique avec le passé public des temps dans lesquels "ils vivent". L'observation est d'Eric Hobsbawm à l'ouverture de son "Histoire du court XXe siècle" qui est *L'Âge des extrêmes*¹. La marque générationnelle prend toute la place; ce que je traduis dans mon jargon en disant : aux imprégnations de cultures généalogiques recomposées comme un héritage, transmises par l'éducation familiale et dans les relations collectives de milieu, pour ne pas dire communautaires, puis par l'éducation nationale de l'école, se substitue le martèlement de modes culturels générationnels, au sens de modes d'être, acquis à l'âge jeune et dans les groupes d'âge. La culture est donc générationnelle par l'âge jeune, comme elle est urbaine et cosmopolite, par glissements successifs. La culture médiatique de masses ne rompt pas la différenciation sociale mais peut la recouvrir. Ce qui est générationnel, c'est la contemporanéité.

Pour parler de génération intellectuelle et politique avec Karl Mannheim : à cette situation générationnelle sous horizon contemporain qui situe dans un même "champ d'expérience", dans un "espace socio-historique", s'ajoute l'élément marqueur d'un "moment fondateur"; c'est une vision du monde et une orientation idéologique qui sont partagées². Les temps ordinaires ou les époques de retombée et de dérégulation ne

* Professeur d'histoire émérite, Alger, Paris.

¹ Hobsbawm, E.J., *Age of Extremes. The Short Twentieth Century 1914-1991*. Londres, Michael Joseph, 1994 ; traduction française : *L'Âge des extrêmes. Histoire du Court XXe siècle*. Bruxelles, Paris, éditions Complexe, Le Monde diplomatique, 1999, p. 21.

² Mannheim, Karl, *Le Problème des générations* (1928), traduction française, Paris, Nathan 1990. Rappelons que Karl Mannheim appelle idéologie "une vision orientée du monde tournée vers l'action sociale", ce qui donne sens aux termes de "génération intellectuelle dans l'action sociale et politique". Cette appréhension est plus générale que la référence à "l'engagement".

sont pas soulevés par un événement fondateur. Au Maghreb comme ailleurs, il n'est guère possible de parler pour les années récentes et actuelles, de génération intellectuelle et politique. La répétition idéologique l'emporte comme la seule mondialisation quelque peu nouvelle qui est la mondialisation idéologique sous un seul horizon. C'est l'apathie qui est dominante alors qu'un moment fondateur a un effet de rupture. L'action peut opérer à retardement ou se prolonger comme ici le fait de l'avènement national. Y a-t-il une génération intellectuelle de l'indépendance? N'est-ce pas plutôt après les indépendances et dans une plus longue durée que s'établit une croyance commune dans le développement national, la croyance motivante de la génération intellectuelle?

A la recherche des générations intellectuelles et politiques au Maghreb. Existe-t-il une génération de l'indépendance?

C'est évidemment le rapport à la question nationale qui permet de caractériser les espaces-temps de générations intellectuelles au Maghreb. Nous sommes aujourd'hui devant l'usure du nationalisme développementaliste qui laisse place au jeu des intérêts égoïstes et corporatifs et aux fuites en avant eschatologiques comme aux passages à l'acte des pires violences. Remontons à reculons l'histoire, de l'indépendance à la colonisation, avant le triomphe de chacun des nationalismes d'Etat, dans ce qui était l'Afrique du Nord, aujourd'hui rompue.

Face à la politique de guerre coloniale conduite principalement avant le retour de De Gaulle par un gouvernement à direction socialiste et à l'encontre d'une dérive et d'une défensive nationaliste française jusque dans le mouvement communiste, il est possible de parler de génération de la guerre d'Algérie. J'en fais partie; pour avoir vingt ans en 1954, à l'heure de l'insurrection algérienne, la question nationale posée en termes marxistes ne m'a plus quittée. Michel Winock a rappelé ce fait générationnel qui comprend aussi le double ébranlement de 1956 : l'expédition de Suez et l'écrasement du soulèvement ouvrier de Budapest³. Cette génération intellectuelle se situe en France, mais en Algérie et au Maghreb, l'urgence et les positionnements personnels concernent tous les âges et la question générationnelle ne se pose pas dans la tourmente. L'effet fondateur est différé.

³ Winock, M., *La République se meurt. Chronique 1956- 1958*. Paris, Le Seuil, 1978. Pour un retour sur la rupture de mai 68 mais déjà la coupure de 1956, se reporter à R. Gallissot "L'après Mai 68 de la revue *Politique Aujourd'hui*. Le Mai des intellectuels communistes sous horizon national-populaire", *Avenirs et avant-gardes en France. XIXe-XXe siècles. Hommage à Madeleine Rebérioux* (V. Duclert, R. Fabre, P. Fridenson, dir.), Paris, La Découverte, 1999.

Pour les étudiants algériens, il est tentant de regarder vers la grève des étudiants, inégalement suivie avant d'être levée; les étudiants cependant comptent moins que les lycéens, les collégiens et les médersiens qui montent au maquis ou simplement passent ailleurs, au Maroc et en Tunisie notamment ; ceux-ci ne seront même pas étudiants ou plus tard. Ce qui est certain, c'est que les rôles politiques de ces années de luttes d'indépendance sont tenus à la fois par des jeunes de l'après 1945, de plus anciens formés à l'époque de la guerre mondiale en écho de l'affrontement entre fascistes et anti-fascistes, et les premiers rôles ou les plus représentatifs, par ceux qui sont devenus des leaders politiques pour avoir été étudiants dans les années 30. La génération politique pour la Tunisie et le Maroc plus que pour l'Algérie émerge en 1930. Les années de l'indépendance sont celles d'un cumul générationnel.

C'est donc en amont qu'il est possible de distinguer des générations intellectuelles parmi ceux qui, dans cette Afrique du Nord en double travail colonial et national, entrent en action. Deux moments marqueurs apparaissent; celui de l'époque Front populaire qui commande de se situer face au fascisme et que la réaction coloniale par le retour de la répression généralisée en 1938, replie sur une défensive; plus globalement, il reste possible au Maghreb comme ailleurs de parler des générations des années trente, génération politique certainement, génération intellectuelle pour quelques cas seulement.

En remontant encore plus avant pour porter l'attention sur l'émergence de manifestations et d'aspirations intellectuelles, pointe l'enthousiasme de jeunes médersiens et zitouniens, de jeunes lycéens et des premiers étudiants qui célèbrent conjointement la révolution des soviets et la révolution jeune turque : Lénine et Mustapha Kemal. L'idée nationale qui vibre à l'exemple de l'insurrection druze et de la République d'Abd el Krim, transcende les visions communautaires, celle de la communauté musulmane et celle de l'arabisme, d'autant que l'emporte l'exemplarité du nationalisme républicain jeune turc qui abolit le Califat. Mais cette expression d'une intelligentsia est encore fragile dans la rareté de la promotion intellectuelle, un peu moins ténue cependant à Tunis et à Tétouan et Tanger. Si l'on rapporte cet engagement intellectuel aux "événements fondateurs" que sont la Révolution bolchevique de 1917 et le soulèvement Jeune turc qui sort de la guerre mondiale et de la dislocation de l'empire ottoman, l'on découvre que l'effet générationnel n'est pas contemporain mais retentit dans les années qui suivent, celles de 1920-1926. Une génération intellectuelle est celle qui vient après; ce qui repose la question de la génération de l'indépendance qui ne se situerait pas dans les années 1950, mais après.

Avant la première guerre mondiale, peut-on parler de génération intellectuelle et politique? On pense aussitôt aux mouvements Jeunes Tunisiens et aux premières affirmations Jeunes Algériennes ; relevons encore qu'il s'agit d'une identité tunisienne et d'une algérianité qui traversent les fidélités communautaires religieuses, disons l'arabo-islamisme dont la formulation est encore indécise à l'époque. Au Maroc, le mouvement Jeune Marocain attendra la fin des années 20 pour entrer en scène. Ces mouvements "Jeunes", version affirmative de la nationalité, à l'exemple des mouvements Jeune Persan et Jeune Turc, et au XIXe siècle des mouvements Jeunes patriotes en Europe, sont généralement dans leur première expression, le fait d'étudiants de grandes ou de moins grandes familles; la faiblesse du capital familial peut être compensée par la promotion militaire des cadets et des officiers.

L'étude du mouvement Jeune turc montre l'importance de cette intelligentsia militaire; mais au temps de la révolution Jeune turque, ces officiers ont une quarante d'années. Au Maghreb, ces mouvements Jeunes sont continués par "d'anciens étudiants" passés en professions libérales (droit, pharmacie, médecine...), participant à degrés divers de fonctions publiques ou péri-publiques, pour partie magistrats et enseignants, voire "élus" ou désignés de la représentation par collègues et corporations dans les Conseils de gouvernements ou chambres selon l'organigramme colonial. Devant ces mouvements Jeunes, nous sommes encore devant cette suite cumulée plutôt que devant un moment générationnel. L'effet cumulatif joue dans les affrontements ou l'apparition d'un courant politique, soit dans la première décennie avant 1914, soit dans les années 1920, soit encore dans les années de luttes de libération nationale des années 50.

Ainsi, parler de générations ne renvoie guère qu'à la périodisation de temps forts d'histoire politique. En ce sens, c'est le cumul de la formation politique d'étudiants des années 30, des militants de la fin de la guerre mondiale et plus encore de l'immédiat après guerre de 1945, ces jeunes cadres ou activistes issus des lycées et médersas, qui fait l'engagement intellectuel et politique de ce que l'on appelle sommairement génération de l'indépendance. Cette série ne répond guère aux critères du fait marqueur d'une génération intellectuelle. D'autant que les temps de luttes directes ou armées ne permettent pas l'élaboration intellectuelle. L'action n'est plus de cet ordre, mais l'engagement est un choix pendant que les mises à l'abri sont plus nombreuses.

Si l'on regarde de plus près les participations à l'action armée de libération nationale, ce que les préparatifs entrepris au Caire ou à Madrid

désignaient comme l'Armée de Libération du Maghreb, parmi les premiers "fellaghas", ceux du Sud tunisien, et dans les groupes qui se présentent au Rif et au Sud du Maroc comme Armées de Libération du Maroc, et plus encore dans l'Armée du Front de Libération Nationale algérien, à l'intérieur et plus encore "aux frontières", il serait possible de parler de génération intellectuelle marquée par l'activisme insurrectionnel⁴. Mais ce fait générationnel est très minoritaire; l'acte de libération sera intériorisé comme évènement formateur et fondateur par ceux qui poursuivront dans l'opposition clandestine, la radicalité de la voie insurrectionnelle, par le recours aux armes sinon par les complots ou la préparation d'un coup d'Etat. Cette marque générationnelle rapproche les activistes marocains de l'insurrection, pas seulement derrière le Fquih Basri, et des dirigeants et des opposants algériens après l'indépendance, des hommes des services qui sont encore des hommes de l'ombre, non sans correspondance avec l'activisme de libération nationale au Proche Orient que reprendront les groupes palestiniens.

Le caractère intellectuel vient de la formation scolaire; fréquemment ces activistes sont de "petits intellectuels" au sens d'intelligentsia minorisée ou marginalisée, tant par origine sociale que par leurs études primaires, professionnelles ou secondaires dans des filières closes (très souvent avec internats), des voies courtes ou écourtées. Certains demeureront des révolutionnaires professionnels par cet ancrage de "génération révolutionnaire"; cette marque d'expérience peut retentir encore en sensibilité ou en pratique chez ceux un peu plus nombreux qui se sont "établis" par l'Etat ou dans l'Etat après les indépendances. Certains sont des intellectuels d'Etat ou devenus hommes d'Etat ou hommes des partis d'opposition.

Il n'y a que des hommes; déjà la prépondérance masculine était presque généralisée par la constitution du militantisme politique dans les courants des mouvements nationaux comme déjà dans la formation de l'intelligentsia. Particulièrement dans la relève des maquis et des bases logistiques de l'Armée algérienne de libération, à cause de la durée de guerre et souvent de la mort des militants de la première heure, comme dans la constitution des appareils du FLN, entrent ces jeunes hommes de 15-20 ans, qui sont en rupture de lycées et de médersas; génération, au sens de classe d'âge, qui pour la plupart n'a pas achevé des études secondaires, intelligentsia en suspens qui se retrouvera ensuite en corps

⁴ Sur cet "arabisme insurrectionnel " (en pays berbère), cf. R. Gallissot, "Le rêve brisé du Maghreb des peuples" dans *Mehdi Ben Barka. De l'indépendance marocaine à la Tricontinentale*, (R. Gallissot, J. Kergoat, eds), Paris, Karthala-Institut Maghreb Europe, 1997.

d'Etat, autant dire totalement masculin et pour partie militaire. Si l'on peut parler de génération politique, ce n'est pas une génération intellectuelle, si ce n'est par ce mince filet de ceux qui demeureront des intellectuels révolutionnaires, militants de la révolution devenue impossible par l'insurrection armée ou son ombre de soulèvement de masse. Un seul héros le peuple.

La référence au peuple est générale; elle au reste constitutive du nationalisme. Si en dehors de ce courant étroit et clandestin, il n'y a pas de génération intellectuelle à proprement parler, ces années 1950 n'en sont pas moins un moment de préparation du populisme économique par le développement national qui sera la marque intellectuelle de la génération politique des années 60/70. Parce que leur influence fut particulièrement forte, la reconnaissance s'arrête ici aux travaux des historiens et des géographes qui en débordant la vulgate d'histoire coloniale, ont préparé la nationalisation du récit historique sur la base du découpage territorial des possessions françaises d'Afrique du Nord donnant la carte des Etats indépendants.

La version coloniale qui sera sans cesse répétée et l'est encore fréquemment aujourd'hui, fait de l'histoire de l'Afrique du Nord une succession d'invasions et de conquêtes; le récit plus ou moins épique va des Phéniciens, des Romains aux Vandales et aux Byzantins, passe par la conquête dite musulmane ou arabe, jusqu'à l'établissement colonial français. Depuis les années 1930, les ouvrages d'histoire en langue arabe répondent en inversant l'épopée qui devient celle des résistances, des dynasties d'empires musulmans, des héros de soulèvements et d'une héroïne pour la version berbère qu'est la Kahéna. Ces récits reprennent l'historiographie généalogique de la succession des Empires; le récit s'écrit de l'intérieur du Maghreb et insère ces chroniques dans une vision communautaire qui est double, musulmane généralement et pour partie berbère. C'est encore aujourd'hui le substrat le plus commun qui renvoie le point de départ des histoires nationales, soit à l'avènement de l'Islam, soit aux "origines" berbères.

Dans les années 1950, l'histoire coloniale est renouvelée par une histoire économique et sociale sous une approche qui se réclame de "l'école française des *Annales*" et de l'évolutionnisme économique d'inspiration communiste tandis que s'élève une critique de la colonisation tant marxisante que nationaliste. Mais ce sont peut-être les géographes avec élargissement vers la démographie qui offrent les meilleures bases d'une territorialisation des populations sans compter qu'ils sont capables de croiser les sédentaires et les nomades, les établissements coloniaux, l'exode rural, les migrations et l'évolution des

viles. Certes leur vision peut s'étendre au Sahara et au Maghreb, si l'on pense à H. Capot-Rey et J. Despois (*L'Afrique du Nord*, Paris, P.U.F., 1949), et plus encore Jean Dresch⁵ qui fait naître les écoles marocaine, algérienne, tunisienne de géographie ou plutôt des jeunes géographes communistes.

Le partage national qui prépare le territoire du récit historique de chaque peuple du passé au présent alors que l'invention s'effectue à partir du présent, s'affirme plus encore avec les travaux de J. Poncet et Paul Sebag pour la Tunisie, de Marcel Larnaud et H. Isnard pour l'Algérie et bientôt d'André Prenant; l'exemple le plus fort est peut-être le manuel de *Géographie du Maroc* d'A. Ayache, J. Fardel, F. Joly, L. Suech (Delagrave, Paris, 1949). Ces synthèses s'appuient sur les thèses d'études régionales qui combinent l'histoire économique et l'étude démographique des populations constantinoises (A. Nouschi), du Chélif (X. Yacono), du Haut Atlas dans l'approche totale des structures rurales de Jacques Berque (*Structures sociales du Haut Atlas*, P.U.F., Paris, 1955). Ces fondements d'une histoire nationale, distincte pour chaque Etat, et donc la définition d'une infrastructure du développement national étatique sont rassemblés par les trois ouvrages suscités par Jean Dresch et publiés aux Editions sociales, c'est à dire portées par le Parti communiste français, et les noms cités des géographes-historiens se retrouvent, après Paul Sebag, *La Tunisie*, 1951 (et ensuite et à côté *La Tunisie* de Jean Poncet, PUF, Que Saisje?, 1955), *Le Maroc, bilan d'une colonisation* d'Albert Ayache (1956), et plus lourd encore de centralisme historique évolutionniste à défaut d'être centraliste démocratique si ce n'est par la référence à un "peuple algérien", le fameux Lacoste Yves, Nouschi André et Prenant André, *L'Algérie : passé, présent* (1965).

Le développementalisme national a ses bases de départ pour une génération intellectuelle qui pense conduire la construction de l'Etat national, donc de la société par l'Etat dans la marche au socialisme qui se fonde sur la nationalisation économique, ce qui veut dire encore l'étatisation. Ces publications accompagnent la guerre de libération algérienne et les indépendances, mais il n'y a pas de génération intellectuelle de l'indépendance; le national-développementalisme sera l'horizon commun de la génération intellectuelle qui suivra. La référence fondatrice n'en est pas moins l'ambition de libération nationale qui demeure l'utopie mobilisatrice et supporte le volontarisme de transformation sociale par l'Etat.

⁵ Cf. : la synthèse remarquable de J. Dresch, dans P. Birot et J. Dresch, *La Méditerranée et le Moyen-Orient*, t.1, *La méditerranée occidentale*, collection Orbis, Paris, P.U.F., 1953.

La génération populiste national-développementaliste

Jusqu'à la fixation exclusive qui signale bien que c'est là le fait marqueur, cette sensibilité commune au mouvement et aux mouvements de libération nationale n'est pas sans correspondre au premier romantisme national des groupes "Jeunes" en Europe avant 1848. L'entraînement étudiant se retrouve; mais il ne s'agit plus des foyers académiques des rares universités pour fils et quelquefois filles d'aristocratie et de bonne bourgeoisie, mais de cette promotion qui fait passer des écoles secondaires aux centres universitaires en cours d'établissement ou d'élargissement après les indépendances. Cette génération intellectuelle poussera politiquement en avant, par delà la caporalisation et la répression, le syndicalisme étudiant des unions étudiantes : UGET, UNEA, UNEM. Les intellectuels sont de jeunes enseignants, assistants de facultés souvent; les cadres sont les "politiques" des unions étudiantes ou les permanents des partis, mais le retentissement pénètre les lycées et collèges, les internats, les institutions mêmes d'enseignement musulman, et s'ouvre sur la jeunesse urbaine, au delà des études, à travers les campagnes de mobilisation. C'est un cumul de sens générationnel par la jeunesse et par ce moment intellectuel. Au Maroc, la campagne de mobilisation et de formation de la Route de l'Unité en 1957 sous l'impulsion de Mehdi Ben Barka est un exemple manifeste; sur un mode mineur ou ponctuel, ces campagnes ont existé en Algérie pour les journées ou dimanches de plantation d'arbres, et en Tunisie dans le soutien à la création des coopératives. Ces sorties de la ville vers les campagnes au bénéfice de quelque savoir d'acquisition scolaire, n'est pas sans rappeler la démarche du populisme russe.

Il s'agit bien d'aller au peuple et de conduire le peuple de la libération nationale à la libération sociale. Ce romantisme national, ce fond de populisme d'émancipation en Europe en 1848 et avant, et en Russie après 1861, dans l'espoir bientôt écrasé de transformer le vieux monde, correspondaient à l'affirmation nationale et nationalitaire. Au Maghreb, ce mouvement se tient après les indépendances, à l'intérieur de chacun des Etats nationaux. L'espérance du Maghreb est rompue comme l'illusion du Maghreb des peuples⁶. C'en est fini de l'Afrique du Nord; l'heure est à la construction nationale dans le cadre étatique. Ces populismes sont liés au nationalisme d'Etat; ils en sont un des modes, fut-il critique.

⁶ Cf. Mehdi Ben Barka, *op.cit.*

Un peu à la façon des étudiants d'Europe qui étaient sensibles au printemps des peuples et aux révolutions hors de leur pays, voire à l'internationalisme social, ces populismes, intrinsèquement nationalistes et nationalistes d'Etat, sont en même temps en concordance et vibration avec les soulèvements et luttes de libération nationale de par le monde, comme pour signifier leur nationalisme commun d'avènement mondial des peuples dominés. De Bandoeng à la Tricontinentale, l'on passera au Tiers-mondisme d'une sorte d'internationale "coloniale" portée par l'anticolonialisme; le sens profond de ce populisme pour cette génération intellectuelle se tient dans la conjonction de la lutte de classes mondiale et de la lutte des peuples. C'est un populisme du peuple-classe qui est sensible à échelle internationale anti-impérialiste et qui transpose donc son nationalisme du peuple plébéien, seul sujet social et historique. Peuple et prolétariat se confondent nationalement et mondialement. C'est par là que cette génération est marxisante en attendant de laisser place aux groupes dits marxistes-léninistes ou maoïstes; l'inspiration souterraine de "la cause du peuple" demeurera ou fera résurgence dans les affirmations d'intelligentsia contrariée des doctrinaires et des mobilisations islamiques/islamistes.

Non sans passage de l'une à l'autre, ce national-populisme comporte au moins deux variantes qui se recouvrent dans la croyance au développement possible sur une base étatique nationale et par mobilisation nationaliste; le terme commun est facilement celui de socialisme national qui veut dire aussi bien capitalisme d'Etat d'une centralisation économique à fin de redistribution intéressée qu'Etat social, national social donc, pour assurer une redistribution amplifiée, une généralisation du salaire social. Dans les deux cas, le volontarisme développementaliste s'exerce par les nationalisations/étatisations et par l'élargissement du secteur public. Ce national-développementalisme a donc un versant technocratique étatique qui veille à la rente d'Etat, et un versant social qui se réfère au monde du travail, aux travailleurs, voire s'exprime en termes de prolétariat qui n'existe guère alors que s'étend un salariat public et de professions à statut; ce qui tient lieu de base est alors un "syndicalisme d'encadrement" de gravitation étatique sous un discours

invoquant le mouvement ouvrier.⁷ Pour le monde arabe, Maxime Rodinson parlait pour cette génération de nationalisme marxisant⁸.

Cette intelligentsia, fut-elle faite de groupes et courants rivaux, lit et écrit dans un concours de références marxistes, d'un marxisme simplifié qui se prétend socialisme ou matérialisme scientifique quand l'on est attaché au magistère du communisme orthodoxe soviétique, de surenchère qui se réclame du trotskysme au titre du principe de classe et de certitude révolutionnaire prolétarienne; plus marxiste que moi tu meurs, dans cette rivalité entre groupuscules et petits intellectuels. A nouveau, deux courants sont repérables, celui des communistes de parti et celui des intellectuels révolutionnaires qui défendent l'utopie de la révolution de l'internationalisme prolétarien.

Ce romantisme au service du peuple-classe ouvre des voies d'approfondissement intellectuel ou tente de donner une perspective d'avancée sociale qui aille au delà d'un évolutionnisme ou du seul développement économique. Certes les disputes portent sur l'alliance des classes susceptibles d'être révolutionnaires. Trois ou quatre classes à partir de la base conjointe des ouvriers et des paysans et bien sûr des intellectuels révolutionnaires que l'on est par autodéfinition. La petite bourgeoisie et plus encore la bourgeoisie que l'on dira nationale face à la comprador, peut-elle et à quelle condition, être révolutionnaire? Comment ce mouvement révolutionnaire national s'inscrit-il dans la révolution mondiale, à l'heure du conflit et de la divergence sino-soviétique? Les textes de tracts et de brochures sont innombrables et répétitifs en ces temps où l'arme révolutionnaire, du moins militante, est la ronéo (Gestetner).

Il est des lieux de débats plus intenses, au Maroc dans le mouvement étudiant et dans la gauche en rupture d'Istiqlal derrière Mehdi Ben Barka. *Option révolutionnaire* qui est le nom donné au rapport fondateur de l'UNFP de 1962.⁹ Il faut se reporter aux revues publiées à Alger, pour le théâtre et l'action culturelle, l'éphémère revue *Novembre*, plus longuement mais par phases *Révolution Africaine*, voire *Révolution et travail* (UGTA) au moment de la rédaction de la "Charte d'Alger" (1964) pour le congrès

⁷ Se reporter aux chapitres sur le monde arabe, de *l'Histoire générale du socialisme* (J. Droz, dir.), t.3, et t.4, Paris, P.U.F., 1977 et 1978, et à R. Gallissot, *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, cahier du "Mouvement social", Paris, éditions ouvrières, 1978. Mise au point d'histoire syndicale et sur le syndicalisme d'encadrement, explicitée dans R. Gallissot, *Le Maghreb de traverse*, Paris-Saint Denis, Bouchène, 2000.

⁸ Rodinson, Maxime *Marxisme et monde musulman*, Le Seuil, Paris, 1972 ; en particulier la partie "Marxisme et nationalisme arabe".

⁹ Réédition, Ben Barka, Mehdi, *Ecrits politiques*, Paris, Syllepse, 1999.

d'orientation révolutionnaire du FLN, à Tunis aux travaux des débuts du CERES (Centre d'étude et de recherche économique et sociale), et plus tard aux élaborations du Groupe perspectives ("Groupe d'Etudes et d'Action socialiste tunisienne : Perspectives"). Nous sommes avant Mai 1968. Il serait possible de distinguer des sous-génération dans ces années de national-populisme développementaliste, mais les effets de Mai 1968 qui n'apparaît pas comme un moment fondateur au Maghreb, seront différés vers les premières années 1970 dans les affrontements marxistes-léninistes particulièrement réprimés au bénéfice des groupes islamistes qui apparaissent à ciel ouvert. Ce temps fort générationnel des premières années 60 est le moment formateur intellectuel des militants de l'UNEM, de l'UNEA, de l'UGET, et par là d'une génération politique qui sera autant dire martyrisée ou écrasée sauf ralliements au pouvoir ou reconversions.

La part communiste de cette génération intellectuelle n'est pas importante en nombre et n'a pas remédié à l'étroitesse du recrutement des partis victimes d'interdictions répétées. Par pesanteur d'héritage colonial du parti français et de l'encadrement formé à l'orthodoxie, le communisme s'est trouvé marginalisé par les partis nationalistes qui prétendaient au monopole du mouvement national : Néo-Destour qui se proclame Parti socialiste destourien en 1963 pour se donner la marque générationnelle du socialisme national, FLN qui se réclame du socialisme spécifique, et Istiqlal qui échoue devant le Palais à devenir parti unique. Mais l'influence intellectuelle et militante communiste agit fortement par l'activisme dans les centrales syndicales issues de la CGT et dans l'agitation étudiante, par la reconnaissance de ses valeurs émancipatrices dans l'action culturelle et la production littéraire et artistique. Le progressisme se réclame du communisme.

Cependant, en doctrine et en stratégie, le communisme ne peut sacrifier pleinement au socialisme national ; car le socialisme est à vocation internationale, il entretient la primauté de la référence à la Révolution soviétique et, par là, à la prééminence de l'URSS, et, en un sens diffus, à la priorité de la lutte de classes ou du moins d'une perspective sociale, celle du développement de l'Etat social, sur ce qui est seulement national. La formule miracle trouvée par la doctrine soviétique à usage du Tiers-monde sera celle de "la voie nationale vers le socialisme" traduite en voie nationale ou voie non capitaliste de développement sous-entendu par l'économie étatisée qui peut s'inspirer de la planification soviétique, du centralisme de l'Etat-parti qui permet de parler de régime démocratique et populaire, et de bénéficier de

l'assistance du "camp socialiste" dans la formation militaire et celle des services de sécurité comme dans celle d'ingénieurs et techniciens.

Dans leur marginalisation politique confirmée par la suspicion, l'humiliation et la répression, et dans leur rivalité devant l'appel généralisé au nationalisme, les communistes vont passer à une double surenchère ou fuite en avant : d'abord une hyperbole patriotique jusqu'au nationalisme spécifique tunisien, algérien, marocain et même royal qui sacrifie à la religion nationale de l'Etat sinon du chef de l'Etat, et au nationalisme historique des héros et des résistances, c'est à dire des fils du peuple, et parallèlement à une adhésion de charbonnier intellectuel ou plutôt de foi de catéchisme à un économisme systématique du développement national par l'étatisation, à fin sociale il est vrai mais qui se circonscrit au salariat. Les intellectuels communistes, même quand ils ne sont pas économistes, sont par excellence les défenseurs et illustrateurs du développementalisme national. Ils se démarquent du socialisme national mais croient, envers et contre tout, au socialisme dans un seul Etat, c'est à dire par aboutissement de l'Etat national. Ce nationalisme économique et social est la forme la plus explicite et la plus courante du populisme développementaliste.

Cependant les communistes sont doublés par les intellectuels, ou promus tels des partis nationalistes qui entrent dans les appareils, services et organismes de l'Etat ou dans les organes de gouvernement. Le national-développementalisme sous sa forme technocratique constitue une meilleure préparation pour ceux qui choisissent le service politique et la rente d'Etat. C'est en réalité une prédisposition; leur populisme est hypocrite quand généralement le populisme social des communistes est de conviction. Cette orientation intellectuelle et politique est fondée sur l'économie politique; elle se donne une argumentation ou plutôt une couverture par *Le Capital* de Marx, mais s'inspire des techniques de gestion étatique qui sont du ressort du Ministère des finances pour l'usage budgétaire et le contrôle du crédit et plus encore la rentabilisation des balances du commerce extérieur et de la comptabilité nationale réglée sur les exportations.

Elle participe de la croyance nationaliste au développement en se fondant sur un évolutionnisme économique pour ne pas dire économiste au nom du magistère de sciences économiques, en mariant W.J. Rostow et Samir Amin.¹⁰ Le démarrage, le fameux *take off* serait

¹⁰ Rostow, W. J., *Les étapes de la croissance économique*, traduction française, Paris, Le Seuil, 1963. La thèse de Samir Amin, *Les effets structurels de l'intégration internationale des économies précapitalistes*, date de 1957, Université d'Aix en Provence; les ouvrages de

promis à chaque Etat pour reproduire linéairement les étapes de l'évolution du capitalisme; mais l'on ne dit pas capitalisme pour cette économie politique qui charge l'Etat de maximaliser "le revenu national", mais "voie de développement non capitaliste", version communiste, et même socialisme national, version nationaliste qui veut se démarquer d'un certain marxisme. L'emprunt à Samir Amin ou la concordance est double en s'inscrivant dans l'inégal développement entre centre et périphérie pour promouvoir le développement sinon la revanche des nations du Tiers-Monde et plus encore en reprenant avec l'illusion volontaire de le lire dans *Le Capital*, le passage obligé par l'accumulation primitive que doit accomplir chaque Etat national.

Le cours de Faculté de sciences économiques comme chaque manuel d'économie politique publié au Maghreb, ceux d'A. Benachenou à Alger, futur ministre des finances veillant sur la comptabilité de l'Etat, commence ainsi par un chapitre sur l'accumulation primitive mais dans et pour son propre Etat national. Le nationalisme est premier puisqu'on procède à la nationalisation de l'accumulation primitive que Marx analyse comme centralisation du profit et du crédit dans la mondialisation inégalitaire, eh oui!, du capitalisme marchand et pour partie colonial, qui prendra ensuite le contrôle de la production. Une vision historique à échelle mondiale, disons braudélienne, ne dit pas autre chose que Marx; c'est le nationalisme historique qui veut que chaque peuple soit l'unique sujet de l'histoire, qui fait le développement national. Nous touchons au fondement de ce populisme economiciste. Le modèle soviétique n'est pas loin, qu'on le dise, version communiste, qu'on le dissimule, version nationaliste qui nationalise le schématisme des manuels soviétiques qui n'en ont pas moins une grande efficacité pédagogique tout comme la définition de la nation par Staline.

La marque générationnelle se retrouve dans le jeu de cache cache inégal entre l'intelligentsia communiste qui repose sur des hommes de parti, des syndicalistes et plus encore des enseignants, et les intellectuels candidats au pouvoir des équipes de réserves des partis nationalistes : l'UGTT et les appareils du parti destourien, les organisations et commissions et bureaux du FLN, les économistes et technocrates du pluralisme partisan puis syndical au Maroc, la jeune garde communiste ou de l'UNFP et future USFP. Sous appellation nouvelle imposée par la prohibition, les partis communistes soutiennent ainsi "l'expérience Ben Salah" de dirigisme et d'étatisation par la gestion publique dite coopérative, qui commence en 1964; malgré l'interdiction prononcée du

synthèse sur l'inégal développement, centre et périphérie, se succéderont de la fin des années 1960 aux années 70.

Parti communiste marocain, les économistes communistes à l'exemple d'A. Belal et d'A. Serfaty se mettent au service du gouvernement Ibrahim-Bouabid (1958-60) comme les intellectuels de la gauche et plus encore de l'extrême gauche se mobilisent derrière la Charte d'Alger pour conduire la radicalisation de l'UGTA et du FLN sous Ben Bella avant le coup d'Etat militaire du 19 juin 1965.

Le ralliement non sans partitions, à Boumédienne, sera lent, mais portera la reprise des campagnes national-développementalistes à partir de 1971, derrière la Révolution agraire puis plus prosaïquement et technocratiquement la Gestion Socialiste des Entreprises. Le mimétisme du modèle soviétique est dissimulé sous le discours du socialisme authentique pour être spécifique et par l'usage du monopole idéologique d'Etat du nationalisme arabo-musulman. Les affaires commerciales et déjà un "business" transnational, et parmi les étudiants, les affrontements entre islamistes et marxistes-léninistes se passent à couvert. Dans les années 1970, le régime de Boumédienne suscite une récurrence de l'engagement national-développementaliste, mais le fait générationnel caractérise le moment d'enthousiasme et d'engagement de libération nationale d'après les indépendances.

Ce qui demeure longuement et se généralise comme forme idéologique nationale dominante dans une vision étatique technocratique, c'est la nécessité de croire au développement national. L'identification à l'Etat national ou l'adhésion primordiale à la maximalisation du devenir de la nation par l'action de l'Etat, la représentation identitaire par l'Etat assurent la reconduction de ce populisme d'indépendance et de construction nationale.

Pour aller jusqu'à aujourd'hui, deux tendances semblent en être issues. Qu'il serait toutefois abusif d'ériger en moments générationnels. L'après Mai 68 a certes un effet retard dans la condensation de fractions marxistes-léninistes tandis que les Unions étudiantes sont empêchées d'action de masse. Les adhésions militantes et les adhésions islamistes deviennent souterraines alors qu'une partie importante de l'intelligentsia "développementaliste" participe au service des Etats, non sans vicissitudes et alternances politiques. Parler de génération islamiste, en tant que génération intellectuelle, est difficile, car il n'y a pas de rupture et de renouvellement de pensée. Une périodisation ne témoigne pas d'une émergence intellectuelle générationnelle même par rapport à l'élément fondateur que serait la révolution iranienne. L'engagement militant ne concerne qu'une part d'intelligentsia, celle enfermée dans l'arabisation/islamisation qui, hors de la reproduction dans l'enseignement et la magistrature musulmane, laisse les accès de

placement libéral et public, à l'intelligentsia formée dans les filières dites modernes. Il y a certes une pénétration des filières scientifiques et techniques, puis au delà, des étudiants, l'entraînement des plus jeunes dans les lycées et écoles secondaires et techniques, et des bases jeunes dans les quartiers populaires de relégation. Ces phénomènes débordent l'approche générationnelle, ou en changent le sens.

Des deux influences qui prolongent le moment générationnel de libération nationale, l'une, celle de l'exercice d'Etat, s'est vulgarisée en logique sociale intériorisée de ce que j'appelle la société publique dont la société politique n'est qu'un émanation; elle est constituée de ceux qui sont intéressés par condition à l'Etat, sans forcément se l'avouer; elle est faite non seulement des actionnaires du pouvoir et des places mais aussi des candidats à l'établissement dans l'Etat et par l'Etat, fussent-ils contestataires en invoquant la société civile. Nous sommes encore dans l'Etat et quelquefois dans le contre-Etat, mais jamais en dehors de l'Etat national qui conserve sa mission de développement et plus encore de redistribution par l'Etat social à travers la fonction et les secteurs publics, les professions à statut, l'assistance publique.

Indispensable à une bonne conscience, cette croyance au développement économique par l'Etat, rebaptisé dans la langue de bois des organismes trans-nationaux : développement humain durable, est reconduite. La réalité contradictoire de "développement du sous-développement" tant dans le monde que plus encore à l'intérieur dans la marginalisation des masses urbaines prolétarisées, est écartée de la vision sociale centrée sur le salariat qui est la forme principale d'intéressement à l'Etat. La volonté technocratique de recours aux politiques publiques prend le nom d'intégration; la formule, au Maroc, d'un "*plan d'intégration de la femme par le développement*" fait exprès d'aligner tous les mots.

Malgré l'usure des nationalismes développementalistes, cette perdurée du développementalisme étatique traduit l'intégration à l'Etat ou la dépendance subordonnée à l'intérêt d'Etat et justifiée par le devenir national, de la part de la société en rupture de la question sociale jusqu'à l'ignorance volontaire de son centre de gravité qui est dans la prolétarianisation urbaine. La perpétuation du nationalisme étatique développementaliste s'exprime dans la coupure politique et sociale des partis et des syndicats, dans la déperdition du militantisme qui est un indicateur générationnel.

La seconde influence de rayonnement du fait générationnel de libération nationale est plus diffuse, donc plus répandue, constituant une base toujours possible de ressentiment populiste. Le militantisme islamique en est une forme explicite après désillusion du modernisme

national-développementaliste; le fond populiste demeure. A travers le repli sur l'arabisation et les études islamiques, qui enferme la petite intelligentsia ainsi disqualifiée, mais aussi par la déconnexion, plus générale, de la circulation intellectuelle et des débats, par suite des difficultés d'entrée des livres et des revues, il se produit une intensification des réflexes protecteurs, de dénonciation des idées de l'étranger, des schémas importés de l'Occident. La défensive est identitaire jusqu'à la prétention d'authenticité et au pire de purification; l'appel à la religion en est une expression. De l'anti-impérialisme de libération nationale, l'on tire un anti-occidentalisme qui s'exalte dans la protestation contre la guerre du Golfe par exemple et à travers le conflit israélo-palestinien. Ce qui ne veut pas dire que les raisons soient fausses.

Au Maghreb, l'arabisme demeure et, si l'on peut dire, le baathisme fait résurgence. Ce populisme identitaire prolonge le ressentiment anticolonialiste en ressentiment général contre le triomphe médiatique de l'Occident au nom de la réalité de la dépendance économique, et plus encore des frustrations de consommation. Les médias n'offrent que le leurre. Au nom du peuple et des peuples victimes et méprisés, le ressentiment populiste reste la résonance la plus générale sinon est aiguisé; il permet la reconduction de la promesse développementaliste cependant dévaluée ou appropriée par les serviteurs et agents de l'Etat; il entretient une sensibilité sinon une connivence et soutient les ré-émergences de la plainte plébéienne alors que les engagements du national-développementalisme sont épuisés.

L'émergence d'intellectuels, au sens français de grands auteurs qui deviennent les initiateurs d'appels et de causes politiques, semble en déperdition; le vedettariat médiatique n'est que de surface et ne dure qu'une campagne. Il faut refaire campagne en déplaçant l'objet, c'est alors faire le choix du *star system* et abandonner la fonction intellectuelle et trahir ou dévaluer la cause. Sous influence du vedettariat éphémère et de la mondialisation télévisuelle, dans sa succession accélérée de modes générationnelles et sa communauté d'expressions et de manifestations, la culture médiatique pèse probablement, elle aussi, sur l'engagement social et politique intellectuel. Alors qu'il se généralise, le fait générationnel de contemporanéité, perdrait sa pertinence pour caractériser l'affirmation de générations intellectuelles ; les temps de génération intellectuelle et politique s'amortiraient.

L'interprétation générationnelle proposée ici pour le Maghreb éclaire ce qui est de l'ordre pratiquement de l'évidence, le temps fort d'une mise en mouvement majeure des intelligentsias sur l'adhésion à un nationalisme développementaliste qui réaliserait progrès modernisation,

voire émancipation par l'action de l'Etat national. Cette croyance profondément intériorisée tient sa raison passionnée de l'idée de libération nationale. Après avoir été utopique par les projets et tentatives étatiques de susciter le développement économique national doublé par une redistribution sociale, ce volontarisme intellectuel qui croit à la puissance démiurgique de l'Etat national, reste l'illusion de ceux qui tirent à la fois leurs revenus et leur raison d'être, de l'Etat, jusqu'à renouveler leur sublimation de l'Etat national et de l'ordre étatique en minimisant ou acceptant ses évolutions vers un affairisme de "privatisation publique" et de répression systématique.

Dans le ressassement doctrinaire, la répétition des mêmes sourates pour aboutir à une réduction de la *charia* à un code de la famille de propriété patrimoniale masculine des femmes, pour l'espace/temps des mouvements de protestation islamique/islamiste, si le travail d'innovation intellectuelle apparaît pauvre, la protestation cependant est forte et entraînante; forte de sa dénonciation de "l'Etat de pharaon", et entraînante par son discours de justice qui reprend les fondements populistes d'une morale plébéienne et familialiste. Cette mobilisation qui trouve ses cadres dans l'intelligentsia flouée par la scolarisation et l'enferment culturel, révèle l'usure du nationalisme développementaliste dans son adhésion et son intéressement à l'Etat modernisateur. Elle marque plus encore l'abandon de la question sociale comme de tout militantisme dans les quartiers de la prolétarianisation urbaine, par cette bourgeoisie intellectuelle de service d'Etat et plus encore par les partis et syndicats. La divergence conduit à la coupure actuelle.

Hors approche proprement générationnelle, mais à nouveau dans une conjoncture de dizaines d'années (1980/2000), s'affirme une critique intellectuelle en termes de mouvements de droits sur le principe de l'Etat de droit. Il est possible de penser que l'idéal de l'Etat de droit est un moyen terme dans la contestation; de là le retour de la notion de société civile dans une formulation magique qui se refuse à l'analyse sociologique de ce que l'on est et de l'immense question sociale qui est à côté; la coupure étatique et sociale reste béante.

Aussi peut-on se demander si l'effet du temps fort générationnel d'engagement dans le national-développementalisme, ne se poursuit pas dans cette autre sublimation de l'Etat national sous les espèces de l'Etat de droit comme si l'Etat national n'était pas aussi l'Etat de privilège des nationaux et de préférence nationale. La question de la dissociation de la nationalité et de la citoyenneté n'est pas encore posée alors qu'elle est

ailleurs, la forme neuve de l'engagement intellectuel et politique.¹¹ Mais peut-être est-ce là le moyen terme d'un questionnement en profondeur mais en attente de profondeur sociale, sur une transition démocratique de l'intérieur de la société, par la citoyenneté et sa pratique politique et associative à la base.

¹¹ Gallissot, R. ; Kilani, M. et Rivera, A., *L'imbroglio ethnique*, Lausanne, Payot, 2000.